Lettre d'information

Appui à la Coopération Transfrontalière au Sahel (ACTS)

N°4 – Janvier 2017

En constante progression malgré le contexte sécuritaire actuel, le projet ACTS poursuit l'exécution de la programmation fixée en 2016. Priorisant les trois pays membres de l'ALG (Mali, Burkina Faso, Niger), dont le mandat a été officiellement élargi à la dimension sécuritaire et à l'ensemble des trois pays à l'occasion du sommet des chefs d'Etat qui s'est tenu à Niamey le 24 janvier dernier, les missions engagées se concentrent sur la définition d'une Politique Nigérienne de gestion intégrée des Frontières (PNF) et sur la construction de postes frontières au Burkina Faso - avec le soutien du Canada. Suite au lancement du fonds d'appui au développement transfrontalier, cinq microprojets ont été initiés dans l'optique de doter la région de moyens de gestion appropriés, tout en privilégiant les formations régionales. Le lancement souhaité du projet Liptako, conçu sur la base des audits ACTS, devrait contribuer à en renforcer les effets.

Appui à la définition d'une Politique Nigérienne de gestion intégrée des Frontières (PNF)

Dans le cadre du Programme Frontière de l'Union Africaine (PFUA), le Burkina Faso, le Mali et le Niger, en tant que pays membres de l'Autorité pour le développement intégré du Liptako-Gourma (ALG), se sont engagés à mettre en place des politiques nationales de gestion intégrée des frontières et de développement des espaces frontaliers[1].

Alors que le Niger était le seul pays de la zone ACTS à ne pas avoir ouvert ce chantier, les nombreux échanges avec le Secrétariat Permanent de la commission nationale nigérienne des frontières ont abouti, fin septembre, à une requête formelle adressée à l'Ambassade de France à Niamey. Sur cette base, des termes de référence et un budget prévisionnel ont été travaillés.

Le portage administratif et financier de l'appui du projet ACTS sera assuré par l'ALG. Des contributions auprès des partenaires techniques et financiers seront recherchées afin que ce chantier aboutisse dès la fin de l'année 2017.

Construction de postes frontières au Burkina Faso

Suite à l'annonce faite d'un possible appui de la France pour la construction de postes aux frontières du Burkina Faso, le ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité intérieure (MATDSI) a établi une liste d'implantations prioritaires. Après plusieurs missions de terrain, les sites de Titabé (région du Sahel) et de Yensé (région Nord) ont finalement été choisis et bénéficieront des financements croisés du projet ACTS et du Ministère canadien des Affaires Etrangères.

Le 27 octobre 2016 a été signée la convention liant le MATDSI et l'Ambassade de France à Ouagadougou, en présence de l'Ambassadeur du Canada qui concrétise cette coopération.

Le début des travaux est programmé courant février 2017.

Fonds d'appui aux initiatives de coopération transfrontalière

En 2015, un dispositif de financement de projets de coopération transfrontalière[2] a été mis en place. Son comité de sélection des projets, co-présidé par le Directeur Général de l'ALG et l'Ambassadeur de France à Ouagadougou, s'est réuni le 29 novembre 2016 afin de lever les dernières réserves exprimées lors d'une première réunion sur cinq micro-projets.

Marquant la clôture de la session de travail, une cérémonie de signature des conventions de financement entre l'ALG et les porteurs de projets a été organisée.

Les 5 projets validés portent les intitulés suivants :

- « Sécurisation de la zone pastorale de Ekoué au Burkina Faso » porté par la Commune de Falagountou (Burkina Faso) ;
- « Coopération Transfrontalière autour du Forage Christine (région du Sahel) » porté par le Conseil Régional des Unions du Sahel (Burkina Faso) ;

[1] L'ambassade de France, à travers le projet ACTS, avait financé l'atelier de validation de la stratégie frontière du Burkina Faso, adoptée en Conseil des Ministres en octobre 2015.

[2] Par projet transfrontalier, il est entendu un projet porté par au moins deux acteurs, situés de part et d'autre de frontières communes à deux ou plusieurs Etats et dont les espaces sont contigus.

- « Appui à l'aménagement durable des ressources pastorales dans la zone transfrontalières de Hobouka » porté par l'ONG SUBA SOOLA (Niger) ;
- « Projet de Développement Local Transfrontalier et d'Atténuation des Conflits sociaux (ProDeLTAC) » porté par l'ONG Sahel Développement (Niger) ;
- « Electrification par système solaire du village et de l'artère principale Labbé-Postes frontaliers du Mali et du Niger » porté par la commune de Ouatagouna (Mali)

Le total des cofinancements concédés s'élève à 380 000 €, sur les 500 000 € dédiés. L'organisation en 2017 d'un second appel à projets est à l'étude en ce moment.

La participation de nos principaux partenaires techniques a été très satisfaisante. Une participation active aux échanges a été prise en particulier la Délégation de l'Union Européenne, le Japon, la GIZ, la coopération Suisse, l'UEMOA, la coopération Canadienne ainsi que l'UNCDF.

Soutien au C3Sahel

Au début des années 2010, neuf collectivités territoriales (Conseil Région de Tombouctou, les communes de Gao, Dori, Djibo, Gorom-Gorom, Sebba, Tombouctou, Téra Tillabéry) situées dans la Région du Liptako Gourma, ont décidé d'œuvrer ensemble pour entreprendre des actions de coopération au service de leurs populations respectives.

L'un des objectifs actuels d'ACTS est de renforcer la dimension opérationnelle de cette structure transfrontalière, connue sous le nom de « C3Sahel », en obtenant notamment l'approbation de la Convention de coopération décentralisée transfrontalière par les autorités de tutelle des trois Etats.

L'ALG, via ACTS, appuiera ainsi ce partenariat emblématique tout au long de l'année 2017 à travers la formation des élus et cadres, une assistance technique, et l'appui à l'organisation d'ateliers de travail. Cette action s'effectue en parfaite complémentarité avec les agences des Nations Unies et l'UEMOA, soutien du processus depuis son origine.

Formations régionales

Plusieurs formations, à l'échelle régionale, ont été réalisées en 2016 dans les domaines couverts par ACTS :

- **Douanes**

. « Organisation du renseignement douanier », du 13 au 15 juillet à Ouagadougou ;
. « Sensibilisation à la coopération interservices » du 28 au 30 septembre à Niamey ;

- **Sécurité intérieure**

. « Formation régionale à l'enquête anti-terroriste » du 26 au 30 septembre à Niamey ;
. « Lutte contre les trafics des migrants », du 14 au 18 novembre à Niamey ;
. « Immigration irrégulière et exercice transfrontalier », du 17 au 20 octobre à Bamako ;

- **Justice**

. « Visite d'étude en France sur le thème de l'entraide pénale internationale » du 10 au 12 octobre, à Paris ;
. « Gestion des dossiers de criminalité transnationale », du 31 janvier au 2 février 2017 à Ouagadougou.

Le projet Liptako

La synthèse réalisée sur la base de l'ensemble des audits effectués dans le cadre d'ACTS (étude de perception, audit capitales, zones périphériques, audits spécifiques pastoralisme, éducation et santé) a permis la conception d'un nouveau projet, global et intégré, dédié également au renforcement de la coopération transfrontalière. Ce projet, baptisé « projet Liptako », a été confié à Expertise France (EF), invité à travailler en étroite collaboration avec l'AFD. Le prochain comité de sélection de projets du Fonds Fiduciaire d'urgence de la commission européenne est le prochain objectif à atteindre pour ces opérateurs.

Francophonie

Pour conclure cette 4ème édition de la lettre d'information ACTS, le comité de pilotage du projet a initié un partenariat prometteur avec l'association "Le Français en Partage", qui recueille, pour mieux les distribuer où ils seront utiles, partout dans le monde, les livres que veulent bien lui céder bibliothèques, éditeurs, écoles, librairies et imprimeurs partout en France, dans tous les domaines. Après la participation de l'association à la foire aux livres de Ouagadougou (ville-siège de l'ALG) qui s'est tenue cette année encore, une bibliothèque a été mise en place dans le village-pilote de Kodé-Mendé, dans la partie Burkinabè du Liptako Gourma. Une première étape...